

## RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Aménagement scénographique de l'exposition temporaire « Sèvres,  
une passion Rothschild » du 14 avril 2026 au 26 juillet 2026

Marché n°2025-MAPA-35

Date limite de réception des offres :

**Lundi 8 décembre 2025 à 12h00**

**Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché –  
Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de  
recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay  
[désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national »]**

1 rue Berbier du Mets  
75013 Paris

## Sommaire

<b>1</b>	<b>IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....</b>	<b>4</b>
1.1	Identification du pouvoir adjudicateur.....	4
1.2	Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national .....	4
<b>2</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
2.1	Objet du marché .....	4
2.2	Allotissement.....	5
2.3	Durée du marché .....	5
2.4	Délais d'exécution .....	5
2.5	Lieu d'exécution .....	5
2.6	Tranches.....	5
2.7	Variantes.....	6
2.8	Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
2.9	Forme des prix.....	6
2.10	Modalités essentielles de financement et de paiement .....	6
<b>3</b>	<b>CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>6</b>
3.1	Procédure de la consultation.....	6
3.2	Nomenclature.....	6
3.3	Délai de validité des offres.....	7
3.4	Visite obligatoire des lieux.....	7
3.5	Négociations.....	7
3.6	Echantillons .....	8
<b>4</b>	<b>DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....</b>	<b>8</b>
4.1	Modalités de retrait du Dossier de Consultation des Entreprises sur le profil d'acheteur.....	8
4.2	Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises .....	8
4.3	Questions administratives et techniques.....	9
4.4	Modification de détail au dossier de consultation.....	9
<b>5</b>	<b>PRÉSENTATION DES CANDIDATURES.....</b>	<b>10</b>
5.1	Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques .....	10
5.2	Précisions concernant la sous-traitance .....	10
5.3	Motifs d'exclusion.....	10
5.4	Présentation de la candidature du candidat.....	11
5.5	Examen des candidatures.....	12

5.6	Niveaux minimaux de participation.....	12
<b>6</b>	<b>PRÉSENTATION DES OFFRES.....</b>	<b>12</b>
6.1	Pièces relative à l'offre des candidats.....	12
6.2	Critères de jugement des offres et méthodes de notation .....	13
<b>7</b>	<b>ATTRIBUTION DES MARCHES.....</b>	<b>14</b>
7.1	Documents à produire au stade de l'attribution des marchés.....	14
7.2	Signature de l'acte d'engagement.....	15
<b>8</b>	<b>CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE .....</b>	<b>15</b>
8.1	Date et heure limites de réception des candidatures et des offres .....	15
8.2	Dépôt des documents dématérialisés.....	15
8.3	Signature électronique des documents.....	16
<b>9</b>	<b>INDEMNISATION .....</b>	<b>16</b>
<b>10</b>	<b>CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>17</b>
<b>11</b>	<b>DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....</b>	<b>17</b>
11.1	Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation .....	17
11.2	Communication aux tiers.....	18
11.3	Droits d'accès, de rectification, de suppression .....	18
11.4	Durée de conservation des données personnelles .....	18
11.5	Informations de l'attributaire.....	18
<b>12</b>	<b>PROCÉDURES DE RECOURS.....</b>	<b>18</b>
12.1	Instance chargée des procédures de recours .....	18
12.2	Organe chargé des procédures de médiation .....	19
12.3	Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours .....	19

## 1 IDENTIFICATION ET PRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l'établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national », « le pouvoir adjudicateur » ou « l'acheteur ».

#### Nom et adresse officiels de la personne publique :

Etablissement public Manufactures nationales –Sèvres & Mobilier national

1, rue Berbier du Mets - 75013 Paris

Téléphone : 01 44 08 52 00

### 1.2 Présentation des Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l'excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d'art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l'Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l'Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l'Oise (Beauvais).

## 2 OBJET DU MARCHÉ

### 2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'aménagement scénographique de l'exposition temporaire « Sèvres, une passion Rothschild » du 14 avril 2026 au 26 juillet 2026.

Le présent marché est un marché de prestations de services.

Les spécifications techniques sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes.

Le présent Règlement de consultation (RC) s'applique à tous les lots.

## 2.2 Allotissement

Le marché est alloti de la manière suivante :

- Lot n°1 : Agencement scénographique ;
- Lot n°2 : Électricité et éclairage ;
- Lot n°3 : Signalétique ;
- Lot n°4 : Multimédia.

Les candidats sont libres de présenter une offre pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots.

## 2.3 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu jusqu'à la date de fin du démontage de l'exposition.

Le calendrier général prévisionnel du marché est le suivant :

Notification prévisionnelle du marché	Semaine du 23 décembre 2025
Date prévisionnelle de réunion de lancement du marché	Semaine du 12 janvier 2026
Dates prévisionnelles de l'exposition	Du 14 avril 2026 au 26 juillet 2026*
Dates prévisionnelles de démontage de l'exposition	Du 27 juillet 2026 au 28 août 2026

\* Les dates et la durée de l'exposition pourront être amenées à être modifiées par les Manufactures nationales auquel cas le titulaire en sera informé le plus rapidement possible.

Le marché n'est pas reconductible.

## 2.4 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés dans le planning prévisionnel général de réalisation des prestations décrit au CCTP commun à tous les lots.

## 2.5 Lieu d'exécution

Les prestations sont réalisées aux Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national, sur le site de la Galerie des Gobelins, au 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris.

## 2.6 Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

## 2.7 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Dans l'hypothèse où un candidat présenterait, en plus de son offre de base, une offre variante, cette dernière ne sera pas analysée.

## 2.8 Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

## 2.9 Forme des prix

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

## 2.10 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations sont financées par imputation au budget de l'établissement sur ses fonds propres.

# 3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

## 3.1 Procédure de la consultation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 3° du code de la commande publique.

Le marché appartient à la catégorie de services spécifiques suivante : 92521100-0 Services d'exposition dans les musées.

La présente consultation est une procédure ouverte. Les candidats sont invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et leur offre avant l'heure et la date limite indiquées en page de garde du présent document.

## 3.2 Nomenclature

Code CPV principal : 92521100-0 Services d'exposition dans les musées.

Codes CPV secondaires :

- 79950000-8 -Services d'organisation d'expositions, de foires et de congrès ;
- pour le lot n°1 : 39200000-4 aménagements, 45442100-8 travaux de peinture ;
- pour le lot n°2 : 51110000-6 services d'installation de matériel électrique, 31527260-6 Systèmes d'éclairage ;
- pour le lot n°3 : 44115800-7 aménagements intérieurs de bâtiment ;
- pour le lot n°4 : 32322000-6 Équipement multimédia.

### 3.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres remises par les candidats est fixé à cent-quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres, ou de la date de remise des offres négociées le cas échéant.

### 3.4 Visite obligatoire des lieux

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats qui souhaitent soumissionner aux lots n°1 à n°4 doivent obligatoirement visiter le site de la Galerie des Gobelins, situé au 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris.

Les candidats disposeront de 60 minutes au maximum pour effectuer la visite du site.

Le certificat de visite sera obligatoirement signé en double exemplaires par le représentant des Manufactures nationales chargé de faire visiter les lieux et par le candidat. **Le certificat de visite sera impérativement à joindre dans l'offre du candidat.**

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées. Afin de s'inscrire à la visite du site, les candidats contactent Monsieur Clément Hado à l'adresse courriel suivante : [clement.hado@culture.gouv.fr](mailto:clement.hado@culture.gouv.fr)

**Trois visites de site sont prévues pour l'ensemble des lots :**

- Mardi 25 novembre 2025 à 11h
- Jeudi 27 novembre 2025 à 11h
- Lundi 1<sup>er</sup> décembre 2025 à 11h

Durant la visite, les candidats veilleront à respecter les modalités suivantes :

- Absence de signe distinctif de l'identité de l'entreprise candidate, sur les véhicules, et sur les visiteurs ;
- Les échanges entre le ou les représentants des candidats, et le ou les représentants des Manufactures nationales, seront limités à la seule prise de connaissance du site. Aucune question ne sera autorisée pendant la visite ;
- Les éventuelles questions que pourraient susciter la visite et les réponses qui y seront apportées par les Manufactures nationales devront suivre la procédure prévue à l'article 4.3 du présent RC.

Les candidats ne pourront élever aucune réclamation ni former aucune demande d'indemnisation ultérieure sur une méconnaissance alléguée des lieux et des contraintes techniques que les prestations comportent.

### 3.5 Négociations

Les Manufactures nationales pourront recourir à la négociation avec tous les candidats. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

**Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres.**

Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres. Elles ne pourront porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques ou conditions d'exécution du marché public.

Les modalités de la négociation sont les suivantes :

- Une convocation via le profil acheteur sera transmise le cas échéant aux soumissionnaires, en précisant les dates, heures et modalités de ces échanges ;
- Les négociations prendront la forme de séances physiques ou visio-conférence et/ou d'échanges écrits (y compris par courrier électronique par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation).

Après les négociations, les soumissionnaires seront invités à remettre une offre finale dont les délais et modes de transmission seront alors indiqués. L'offre finale sera analysée selon les conditions et modalités prévues à l'article 6.2 du présent Règlement de Consultation.

### 3.6 Echantillons

Sans objet.

## 4 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

### 4.1 Modalités de retrait du Dossier de Consultation des Entreprises sur le profil d'acheteur

Le DCE pourra être téléchargé gratuitement sur la plateforme des achats de l'État (PLACE), à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> sous la référence suivante 2025-MAPA-35.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée par les candidats lors de leur inscription sur PLACE. Il appartient donc aux candidats de veiller à ce que cette adresse soit « opérationnelle » pendant toute la durée de la consultation et au moins neuf (9) mois après cette date pour les notifications. Les messages d'absence notamment ne pourront être pris en considération.

La responsabilité des Manufactures nationales ne saurait être recherchée, de même si le candidat n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Le candidat vérifiera également que les alertes de la Plateforme des achats de l'État ne soient pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ».

Si le candidat rencontre des difficultés pour télécharger les pièces du dossier, il peut contacter l'assistance de PLACE.

### 4.2 Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent **règlement de la consultation** (RC) commun à tous les lots ;
- **L'acte d'engagement** (AE) et ses annexes, complété pour chaque lot soumissionné ;
  - Annexe n°1 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot ;
  - Annexe n°2 : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement (le cas échéant) ;
- Le **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes ;



- ANNEXE 1 (COMMUNE À TOUS LES LOTS) : Carnet de plans, élévations et détails scénographiques (format pdf) ;
- ANNEXE 2 (LOT 02) : Plans des distributions électriques et de l'éclairage (format pdf et dwg.)
- Le **certificat de visite du site**.

#### 4.3 Questions administratives et techniques

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la préparation de leur offre, les candidats devront utiliser les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence suivante : 2025-MAPA-35.

Une réponse sera alors adressée à tous les candidats par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires seront reçues jusqu'au **lundi 1<sup>er</sup> décembre 2025 inclus** et les réponses seront envoyées aux candidats au plus tard le **mercredi 3 décembre 2025**.

**Pendant toute la durée de la consultation, les candidats doivent obligatoirement passer par la plateforme PLACE.**

Ces renseignements complémentaires font partie intégrante du dossier de consultation des entreprises et ont la même valeur que les informations qu'ils modifient.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée du même nombre de jours.

Dès la consultation et avant la remise des offres, chaque candidat est tenu de signaler les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces constitutives des documents de la consultation. À défaut de les avoir signalées, le soumissionnaire est réputé admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne l'ont pas lésé dans sa compréhension des documents de la consultation et dans l'élaboration de son offre.

Les candidats ne peuvent en aucun cas se prévaloir des anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions non signalées pour se soustraire à l'une de leurs obligations.

#### 4.4 Modification de détail au dossier de consultation

Les Manufactures nationales se réserve le droit d'apporter, des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard le **mercredi 3 décembre 2025**.

Ces modifications de détail font partie intégrante du dossier de consultation des entreprises et ont la même valeur que les informations qu'ils viennent compléter ou modifier.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente sera reportée du même nombre de jours.

## 5 PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

### 5.1 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Le marché pourra être attribué à une entreprise unique ou à un groupement d'entreprises.

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter la forme du groupement solidaire. Chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches soient effectuées par l'un des membres du groupement.

### 5.2 Précisions concernant la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Un cadre de formulaire DC4 est transmis dans le dossier de consultation des entreprises dans le cadre de cette consultation. Toutefois, le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'acheteur n'exige pas que certaines tâches essentielles du marché doivent être effectuées directement par le titulaire.

### 5.3 Motifs d'exclusion

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relative aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation de l'acheteur, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai les Manufactures nationales qui l'excluent pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande des Manufactures nationales, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, les Manufactures nationales exigent son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. À défaut, le candidat est exclu de la procédure.

En application des dispositions de R.2144-4 du code de la commande publique, l'acheteur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

#### 5.4 Présentation de la candidature du candidat

Tout document et justificatif produits par le candidat sont rédigés en langue française. Les documents originaux ou copies d'originaux en langue étrangère doivent être accompagnés de leur traduction en français. Tous les montants sont exprimés en euros (€).

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME de PLACE ;

- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 :

- 1) **Le formulaire DC1**, dûment complété, valant lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants.

En cas de candidature groupée, l'ensemble des membres du groupement soumet un formulaire DC1 unique.

- 2) **Le formulaire DC2**, dûment complété, valant déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement.

En cas de candidature groupée, et/ou de sous-traitance, chaque membre du groupement et chaque sous-traitant soumettra un formulaire DC2 séparément, ainsi que les documents suivants :

- **Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public**, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Les modèles de DC1 et de DC2 sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## 5.5 Examen des candidatures

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si les Manufactures nationales constatent que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il se réserve le droit, en application des dispositions du code de la commande publique, de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

## 5.6 Niveaux minimaux de participation

L'acheteur n'impose pas aux candidats de niveaux minimums de capacité.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

# 6 PRÉSENTATION DES OFFRES

\* Le présent document est une version simplifiée du document de référence. Pour plus d'informations, consultez le document de référence.

## 6.1 Pièces relative à l'offre des candidats

Les candidats doivent remettre une offre conforme au dossier de consultation, et notamment aux stipulations des CCAP et CCTP communs à tous les lots.

Les candidats doivent remettre une offre intégralement rédigée en langue française. Les documents, rédigés dans une autre langue que le français, devront être accompagnés de leur traduction.

Tous les montants sont exprimés en euros (€).

Les candidats fourniront obligatoirement les éléments suivants dans leur offre, pour chaque lot soumissionné, sous peine d'irrégularité de celle-ci :

- 1) **L'acte d'engagement**, dûment complété, ainsi que ses annexes :
  - Annexe n°1 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot, dûment et intégralement complétée, et valant pour offre financière chiffrée en euros. Le cadre de la DPGF ne peut faire l'objet d'aucune modification de la part des candidats.
  - Annexe n°2 : La déclaration de sous-traitance et agrément des conditions de paiement (le cas échéant), à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>.
- 2) **Un mémoire technique** propre à chaque lot : afin de permettre aux Manufactures nationales d'apprécier les qualités techniques de son offre, le soumissionnaire devra transmettre un mémoire technique conforme au CCTP commun à tous les lots, et qui détaillera :

- Sa méthodologie pour la réalisation des prestations incluant sa compréhension des enjeux du marché, sa méthodologie pour la phase d'étude, de montage et de démontage, ainsi que pour le suivi des prestations ;
- Une présentation de l'équipe affectée à la réalisation des prestations (nombre, références de prestations similaires, composition de l'équipe, y compris pour le lot n°1 l'articulation des différents corps de métier du lot n°1) ;
- Son calendrier prévisionnel d'exécution faisant apparaître les dates clés de sa prestation et le détail de prestations envisagées.

### 3) Le certificat de visite du site.

## 6.2 Critères de jugement des offres et méthodes de notation

Pour chaque lot, le jugement des offres sera effectué sur la base des critères ci-dessous, indiqués avec leur pondération. Les Manufactures nationales retiendront l'offre économiquement la plus avantageuse présentant le meilleur rapport qualité-prix.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable, au sens des articles L2152-2 et L2152-3 du code de la commande publique pourra être régularisée pendant la négociation.

Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée.

Toutefois, dans le cas où ces offres demeurent irrégulières ou inacceptables, celles-ci seront éliminées sans être classées.

Toute offre inappropriée au sens de l'article L2152-4 du même code, sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Conformément aux articles R2152-3 à R2153-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Critères et sous-critères	Pondération (sur 100 points)
<b>Critère 1 : Qualité technique de l'offre</b> <i>Analysé sur la base du mémoire technique et du calendrier prévisionnel d'exécution des prestations remis par les candidats</i>	<b>60/100 points</b>
1.1 Méthodologie proposée par l'entreprise pour la réalisation des prestations	35/60 points
1.2 Equipe proposée pour la réalisation des prestations	15/60 points
1.3 Calendrier prévisionnel d'exécution remis par les candidats	10/60 points

<p align="center"><b>Critère 2 : Prix de l'offre</b></p> <p align="center"><i>Analysé sur la base de la DPGF remise par les candidats</i></p>	<b>40/100 points</b>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------

La méthode de notation utilisée pour la notation du critère 1 « Qualité technique de l'offre » est la suivante. Pour chacun des sous-critères de la valeur technique, les Manufactures nationales attribuent aux offres une note selon le barème ci-dessous :

Barème	
Excellent	100% de la note
Satisfaisant	75% de la note
Moyen	50% de la note
Peu satisfaisant	25% de la note
Insatisfaisant	0% de la note

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère 2 « Prix de l'offre » est la suivante :

**Note de l'offre = (Montant total TTC de l'offre la moins-disante\* 40) / Montant total TTC de l'offre à noter)**

Le montant de l'offre la moins-disante correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).

## 7 ATTRIBUTION DES MARCHES

### 7.1 Documents à produire au stade de l'attribution des marchés

Sauf si ces documents peuvent être obtenus directement par les Manufactures nationales via un système électronique officiel dont le mode de consultation est précisé dans la candidature et dont l'accès est gratuit, le candidat dont l'offre est retenue devra impérativement produire dans les meilleurs délais à compter de la demande de la personne publique (ces documents sont à fournir par chaque cotraitant/ sous-traitant) :

- Une attestation de déclarations et de paiement délivrée par l'organisme social compétent de moins de six (6) mois (sur le site de l'URSSAF [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr), ou autre) ;
- Les attestations de régularité fiscale et certificats fiscaux valables au 31 décembre de l'année n-1 ou documents équivalents en cas de candidat étranger ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle ;
- Un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation

Le candidat établi à l'étranger produit des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Il est conseillé aux candidats qui ne disposeraient pas déjà de ces pièces, de se rapprocher au plus tôt des administrations et autorités compétentes.

## 7.2 Signature de l'acte d'engagement

Le(s) candidat(s) attributaire(s) provisoire(s) devra (devront) également transmettre, soit via PLACE avec une signature électronique conforme, soit par courrier, dans les plus brefs délais, l'acte d'engagement en original daté et signé.

## 8 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

### 8.1 Date et heure limites de réception des candidatures et des offres

La date limite de remise des candidatures et des offres est fixée au :

**Lundi 8 décembre 2025 à 12 heures**

Les offres dématérialisées qui sont reçues ou remises après ces dates et heure ne seront pas ouvertes.

En cas d'envois successifs par un même candidat, seule la dernière offre dématérialisée déposée avant la date limite de remise des candidatures et des offres sera retenue.

### 8.2 Dépôt des documents dématérialisés

La remise des candidatures et des offres en réponse à la consultation se fera obligatoirement de façon dématérialisée au moyen de la plateforme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avec la référence 2025-MAPA-35.

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plateforme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt de documents dématérialisés.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat. Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plateforme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des candidats est donc attirée sur la nécessité de déposer leur pli bien en amont de l'heure indiquée afin de pouvoir finaliser le téléchargement de l'ensemble de leurs documents.

De plus, les candidats sont invités à bien vérifier qu'ils se trouvent sur la bonne consultation, objet du présent marché. Tout dépôt, même dans les temps ne sera pas accepté si ce dernier est déposé sur une autre consultation du pouvoir adjudicateur.

Après le dépôt des documents sur la plateforme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

### Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables exe, .com, scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

### Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité du pli.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

## 8.3 Signature électronique des documents

La signature électronique des offres n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

## 9 INDEMNISATION

Aucune indemnisation ne sera due pour la remise des plis ou dans le cadre des négociations éventuelles.

Aucune indemnisation ne sera due, et aucune réclamation ne sera acceptée, en raison du caractère éventuellement incomplet, inexact ou erroné de certaines données du Dossier de Consultation.

Pareillement, aucune indemnisation ne sera due aux candidats si la procédure de consultation devait être déclarée sans suite.



## 10 CONFIDENTIALITÉ

Les données communiquées aux candidats pour l'élaboration de leur offre ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

Chaque candidat s'engage :

- À assurer sous sa responsabilité la confidentialité de son offre dans le cadre de la présente consultation ;
- À ne pas communiquer ces renseignements, informations et/ou documents à des tiers à la présente consultation ;
- À ne pas utiliser ces renseignements, informations et/ou documents à des fins autres que celle de la présente consultation.

Cet engagement s'étend à chacun des candidats prenant la forme d'opérateur économique unique ou des candidats prenant la forme de groupements d'opérateurs économiques qui :

- S'oblige à en imposer le respect à tous ses personnels ou prestataires ;
- S'engage tout particulièrement à prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires afin de garantir que la participation de ces personnels ou prestataires ne soit pas de nature à altérer la confidentialité de la procédure.

Conformément à l'article L2132-1 du code de la commande publique, les Manufactures nationales ne communiqueront pas les informations confidentielles dont il aura eu connaissance lors de la procédure de consultation, telles que celles dont la divulgation violerait le secret des affaires, ou celles dont la communication pourrait nuire à une concurrence loyale entre les opérateurs économiques.

## 11 DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

---

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats déclarent parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

### 11.1 Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation

Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées

uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

## 11.2 Communication aux tiers

Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

## 11.3 Droits d'accès, de rectification, de suppression

Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du Manufactures nationales, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par le Manufactures nationales, et dont les coordonnées peuvent être transmises sur demande expresse, ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

## 11.4 Durée de conservation des données personnelles

Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

## 11.5 Informations de l'attributaire

Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du contrat afin de permettre le bon déroulement des prestations. Aucune donnée personnelle ne sera contenue dans les informations faisant l'objet de prescriptions à l'égard de l'acheteur en matière de communication et mise à disposition publiques découlant de la réglementation applicable.

# 12 PROCÉDURES DE RECOURS

## 12.1 Instance chargée des procédures de recours

**Tribunal administratif de Paris**

7 rue de Jouy

75181 PARIS (France)

Téléphone 01.44.59.44.00

Fax 01.44.59.46.46

Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

## 12.2 Organe chargé des procédures de médiation

### **Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris**

5, rue Leblanc  
75911 Paris cedex 15  
Tél : 01.82.52.42.72  
Fax : 01.82.52.42.95  
Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)

## 12.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Le recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Le référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du CJA, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au **Greffé du Tribunal administratif de Paris** :

7 rue de Jouy  
75181 PARIS (France)  
Téléphone 01.44.59.44.00  
Fax 01.44.59.46.46  
Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

**\* Fin du document \***